

BLAGNAC

QUESTIONS D'HISTOIRE

Revue d'Histoire Locale - Semestriel n°4

Edité par l'Association pour l'Etude et la Présentation de l'Histoire de la Résistance et de Blagnac
Siège Social - 7, rue Bacquié Fonade - 31700 BLAGNAC

ASPECTS DE LA CONTRE-RÉVOLUTION À BLAGNAC ET EN MIDI-PYRÉNÉES, EN RELATION AVEC LES ÉVÉNEMENTS NATIONAUX

(Suite et fin des articles publiés dans les numéros 2 et 3 de la Revue)

PRÉPARATION D'UNE INSURRECTION ROYALISTE

Le 25 Germinal (14 avril 1796), le DIRECTOIRE "dénonce aux citoyens de Paris ceux qui voulaient le pillage, l'anarchie, le partage des propriétés, et le code atroce (lisez : la Constitution) de 1793". CARNOT vient de découvrir la "Conspiration des égaux" de GRACCHUS BABEUF, et la partie jacobine du DIRECTOIRE, ne pouvant résister aux majorités réactionnaires des Cinq Cents et des Anciens, accepte la mise en place d'un appareil répressif. Les lois "scélérates" des 27 et 28 Germinal répriment la presse (BABEUF rédigeait "Le Tribun du Peuple", dans la ligne tracée par "l'Ami du Peuple" de MARAT), ainsi que les attroupements, les colporteurs, et les partisans de la Constitution de 1793 (jamais promulguée), avec application éventuelle de la peine de mort.

L'évocation du personnage et des idées de BABEUF sort du cadre de ces notes. On rappellera seulement que, se plaçant dans la postérité de SAINT-JUST ("le bonheur est une idée neuve en Europe... Ne souffrez point qu'il y ait un malheureux ou un pauvre dans l'Etat..."), il fut un précurseur du communisme, dans la mesure où il préconisa une réforme agraire de type "kolkhozien", la constitution d'un parti de la classe populaire démunie, et même quelque chose comme "la dictature du prolétariat". D'où son succès posthume en la défunte Union Soviétique, où furent archivés la plupart de ses écrits. Il entrevoyait, dans une période pour sûr inadéquate, ce qui fut réalisé en définitive en octobre 1917 par LENINE : la substitution d'une révolution prolétarienne à la révolution purement bourgeoise. Il était en France évidemment hors-époque, ainsi que devait l'être aussi son disciple BLANQUI : BLANQUI qu'on retrouve un temps à BLAGNAC, où il fut, pâle jeune homme, le précepteur du fils du général COM-PANS, dans l'ancien château de DUTREY.

Il semble qu'il y ait eu à TOULOUSE des partisans de BABEUF, puisque le 14 mai 1796, "l'Anti-terroriste" accuse Toulouse d'être un repaire de Babouvistes. Mais l'amalgame entre Babouvistes, Thermidoriens de gauche, et anciens Robespierriéristes, avait été rapidement fait. De fait VADIER et son fils, décrétés d'arrestation le 10 mai, "logés" par la police à

TOULOUSE, échappèrent de peu à l'arrestation le 3 juin, mais VADIER se livra peu après, fut emmené à PARIS, puis à VENDOME où il fut jugé avec BABEUF et ses amis, tandis que VADIER fils demandait l'autorisation de venir défendre son père. Tandis que VADIER était acquitté mais était conduit en prison à CHERBOURG, BABEUF et son ami le plus proche, condamnés à mort, furent amenés mourants à l'échafaud, car ils s'étaient poignardés après le verdict avec un morceau de ferraille.

BABY, de TARASCON SUR ARIEGE, impliqué dans l'affaire dite "du camp de GRENELLE" où les Babouvistes parisiens tombèrent dans une provocation policière, avait été fusillé sur place (9 Octobre 96).

Il serait difficile de donner le détail des troubles qui agitèrent notre région pendant les années 97 et 98, où l'action des royalistes se heurta aux efforts des Jacobins pour reprendre çà et là quelque pouvoir : on notera qu'à TOULOUSE, contrairement à la tendance générale en France, les républicains avancés triomphèrent aux élections primaires le 21 mars 1797 avec une majorité de 71%.

En Ariège, en l'an V, "les royalistes qui avaient été persécutés sous la Terreur se croyaient le droit d'exercer des représailles. Des bandes armées parcouraient le département. Elles rencontraient la garde nationale des villes, et souvent des coups de feu étaient échangés. Un soir, le Club de VARILHES était réuni. Le citoyen qui présidait aperçoit sur le seuil de la porte d'entrée un individu armé d'un fusil qui le couche en joue. Il baissa la tête, un coup de feu retentit, la balle vient frapper le dos de la chaise sur laquelle il était assis. Quelque temps après, une bande royaliste traverse VARILHES, pendant la nuit. Un d'entre eux, nommé MOINE, qui s'était détaché du groupe, est saisi et jeté vivant dans un puits que l'on comble avec des pierres. D'autres faits de cette nature étaient signalés dans le département."

Dans le contexte de la dérive à droite du directoire avec la répression contre les BABOUVISTES, ont lieu les élections de l'an V où les "monarchistes constitutionnels" appelés les "CLICHYENS" (ils se réunissaient à CLICHY) emportent une large majorité aux Conseils. De nouvelles mesures

sont prises en faveur des émigrés et des prêtres réfractaires. A BLAGNAC, reparait publiquement l'ancien curé LASSERRE, qui fonde une école privée. Ce curé était célèbre dans le village, connu pour son mauvais caractère, et ses démêlés incessants, tant avec les Consuls, avant 1789, qu'avec ses paroissiens. C'est lui qui avait été contraint par les fidèles d'organiser une procession contre une inondation de la Garonne et de tremper dans la crue une effigie de SAINT EXUPERE, saint protecteur. Comme le curé ne croyait pas à son intercession, "Té, négo-té, San Supari !", s'était-il écrié en effectuant le geste demandé. Réfractaire au serment de la Constitution civile du clergé, il avait disparu, et été porté sur la liste des suspects. On pense qu'il était resté caché dans la région, mais personne ne l'avait dénoncé.

Le pays est quadrillé par des "Instituts Philanthropiques" où les "monarchistes absolutistes font la loi". Celui de BORDEAUX est particulièrement actif, en liaison avec celui de TOULOUSE, qui ne l'est pas moins : son animateur est ANTOINE de PORQUERIE DU BOURG, ancien du "Camp de Jalès", qui avait été arrêté, s'était évadé et réfugié dans une famille toulousaine de "Parlementaires". Il prend le titre de "Commissaire du Roi", et se permet de signer des brevets au nom de LOUIS XVIII. On pense qu'il est en relation suivie avec une société secrète, issue de la Congrégation du Saint Sacrement, d'obédience jésuitique, désignée par les lettres A.a., pour "Associatio Amicorum". On en sait peu de choses, sauf qu'elle couvre tout le sud-ouest, groupe les prêtres réfractaires, et prépare une insurrection royaliste qui cette fois devrait être définitivement victorieuse. L'Institut philanthropique de TOULOUSE coiffe d'autres associations secrètes, telles la Société des Amis de l'Ordre, la Société des centainiers et dizainiers, la Coterie des Fils Légitimes. Ce sont ces "fils légitimes" qui le 22 juillet 1797 assassinent à 8 km de BORDEAUX l'ancien maire jacobin de TOULOUSE, GROUSSAC, tandis que le Conseil des Cinq Cents, à majorité très réactionnaire, menace de dissolution la municipalité de TOULOUSE, où les anciens Jacobins sont demeurés prépondérants et gênent les conjurés.

Les "Philanthropes" tiennent la campagne toulousaine, BLAGNAC n'est pas mentionné, mais bien CADOURS, BOULOGNE SUR GESSE, et aussi SAINT GAUDENS, PAMIERS, CASTRES. L'ISLE-JOURDAIN, dont LOUIS XVIII est comte (il est comte de PROVENCE et comte de l'ISLE) est un fief contre-révolutionnaire inviolable.

A nouveau, le DIRECTOIRE prend peur. Il a relevé PICHEGRU de son

commandement : celui-ci montrait trop de propension à se faire battre. Mais le voilà député aux Cinq Cents, de même que le comte de VAU-BLANC, organisateur du 13 Vendémiaire, qui avait été condamné à mort. Pour comble, PICHEGRU, dont les papiers trouvés par BONAPARTE sur d'ANTRAIQUES font la preuve de la trahison, est élu président des Cinq Cents. La "Terreur Blanche" reprend dans ses régions d'expression favorite.

LE COUP D'ÉTAT DU 18 FRUCTIDOR

Cependant les victoires des armées républicaines, consolidant la République, vont fournir des armes au DIRECTOIRE. MOREAU (Rhin et Moselle), successeur de PICHEGRU, et JOURDAN (Sambre et Meuse) battent les Autrichiens. MARCEAU, suborné par les royalistes, est fort opportunément tué à ALTENKIRCHEN. Le DIRECTOIRE nomme HOCHÉ ministre de la guerre, et celui-ci concentre à proximité de PARIS des troupes de l'armée de Sambre et Meuse. BONAPARTE, glorieux vainqueur d'Italie, envoie AUGEREAU dans la capitale, et avec lui de très nombreux soldats "en permission". Le DIRECTOIRE fait alors, contre les Cinq Cents, le coup d'état du 18 Fructidor (4 Septembre 97) et donne un coup de barre à gauche : c'est ainsi, notamment, qu'est sauvée la municipalité de TOULOUSE. Dans la ville, le club des Jacobins reprend et développe son activité. On y entend BARÈRE, conventionnel, de TARBES (mais né à GRENADE SUR GARONNE), qui avait été proscrit avec VADIER, ALARD, également ancien conventionnel, DE MONTESQUIEU VOLVESTRE, ami de VADIER, CAMPMARTIN de SAINT-GIRONS, GASTON de FOIX, tous deux également anciens conventionnels, et BORDES, médecin à RIMONT (en Ariège), qui lui, est député aux CINQ CENTS. Des Babouvistes se manifestent un peu partout.

De nouvelles élections ont lieu (An VI). Quatre départements de Midi-Pyrénées donnent la majorité aux Jacobins : la Haute-Garonne, l'Ariège, les Hautes-Pyrénées, le Tarn. Mais le Gers, le Lot, et l'Aveyron apportent leur soutien à un DIRECTOIRE modéré et temporisateur.

En Ariège, à l'occasion du scrutin, BERGASSE-LAZIROULE, Jacobin, ancien député du Tiers, est élu, battant les royalistes. "Le soir même de son élection aux Cinq Cents, il retournait à SAURAT; la nuit était obscure. Il était à peine éloigné d'une lieue de FOIX, lorsqu'un coup de feu retentit : le cheval qu'il montait tombe mortellement frappé... BERGASSE, protégé par l'obscurité de la nuit, put fuir à travers la montagne et sauver sa vie. Ainsi,

ni la Terreur, ni ses implacables proscriptions, ni le coup d'état de Fructidor, ni la loi sévère des otages, n'avaient lassé les espérances royalistes".

Ces espérances furent ravivées par la reprise de la guerre extérieure (2ème coalition). L'insurrection intérieure pouvait une fois encore se coordonner avec l'action de l'étranger. L'agence royaliste de PARIS, la "Manufacture", détruite après le 18 Fructidor, se réorganise sous le nom de l'"agence de Souabe" et d'un "Conseil royal secret". Les "Instituts philanthropiques" maintenus se réorganisent, plus spécialement dans le Sud-Ouest, et mettent sur pied une organisation militaire. Réorganisé par DUPONT-CONSTANT et à nouveau DUBOURG DE PORQUERIE, l'Institut de TOULOUSE réunit nobles et anciens "parlementaires" : le premier président de CAMBON, les conseillers FRAICINE, MIEGEVILLE, RAYNAL... "Un nommé DELAUNAY arriva dans la ville se prétendant le fils du dernier gouverneur de la Bastille. Il se fit reconnaître par les chefs royalistes comme "agent général des Princes" et prit le titre de "Général pour le roi LOUIS XVIII".

BARRE A DROITE !

Cette évolution à droite trouve son écho au sein même du DIRECTOIRE. Le 22 Floréal an VI (11 mai 1798), celui-ci invalide 106 députés, dont 104 Jacobins : GASTON, de FOIX, est rejeté comme "fou", BELLONGUET, autre député d'Ariège, comme "Robespierriste", de même que BARBEAU - DUBARRAU, du Gers.

TOULOUSE, cependant, demeure la citadelle rouge, dans un pays "reblanchi", notamment AVEYRON, LOT, TARN, départements travaillés par les curés réfractaires, que les Jacobins traitent de "missionnaires de la Vendée" et de "pèlerins à la dévotion de l'Espagne" : les prêtres contre-révolutionnaires sont au moins 2000 en Aveyron, autant dans le Tarn, et l'A.a a créé une "Sainte Milice, ou Union des prêtres". L'évêque constitutionnel de TOULOUSE, le père SERMET, s'inquiète de ce schisme religieux, écrit à l'abbé GREGOIRE, lui demande si BONAPARTE ne serait pas une solution. Orateur prestigieux, il vient prêcher à BLAGNAC où son sermon provoque des manifestations contradictoires.

L'été 1798, le commissaire du DIRECTOIRE en HAUTE-GARONNE dénonce dans un rapport l'action des missionnaires de la Société philanthropique, propagandistes dans les campagnes, et en relation avec les émigrés

en Espagne. Depuis leur expulsion après l'affaire de la tasse de chocolat empoisonnée, nombreux étaient ceux qui étaient revenus, notamment le comte de PAULO, de CINTEGABELLE, qui s'était d'abord réfugié d'Espagne en Allemagne, puis s'était battu en Vendée. Sa mère, qui était restée à PUYCERDA, avait gagné PARIS après thermidor, munie d'une fausse attestation de résidence, délivrée par la municipalité d'AX-LES-THERMES, qui lui permit de se faire rayer de la liste des émigrés. DE PAULO revint à son château de TERRAQUEUSE, près de CINTEGABELLE. L'abbé de MONTGAILLARD, frère du comte de MONTGAILLARD qui avait servi d'intermédiaire entre PICHEGRU et les Princes, et poursuivait sa diffusion de libelles contre-révolutionnaires, nous le décrit comme : "très joli homme, mais de peu d'esprit... jeune étourdi, sans talents militaires, mais d'une grande exaltation contre-révolutionnaire; il souleva un grand nombre de paysans dans le diocèse de TOULOUSE, et commit les plus grands dégâts dans les campagnes; le pillage était organisé, les acquéreurs de biens nationaux étaient rançonnés ou mis à mort, ainsi que les prêtres assermentés...".

De MATARO, en Espagne, où il résidait, le comte de TOULOUSE-LAUTREC, "militaire très courageux sur le champ de bataille, grand seigneur et très prodigue dans la vie civile" maintenant trop vieux pour être un homme de terrain, écrivait à ses amis royalistes du Midi toulousain : "Si quelqu'un prenait le parti de (la contre-révolution), il pourrait gagner le pays de FOIX. Ce pays est très bon et ne demande pas mieux que de lever le masque".

Parmi les Toulousains émigrés en Espagne, le dénommé ROUZET est une personnalité attachante : avocat, il avait été élu procureur syndic du district de TOULOUSE. Député à la Convention, lié aux Girondins, il fut donc exclu au 2 juin 1793, mais revint siéger après thermidor. Elu au Corps Législatif, il se lie aux royalistes et émigre en Espagne après le 18 fructidor. Là, il rencontre la duchesse d'ORLEANS, mère du futur LOUIS PHILIPPE, et l'épouse (Il sera enterré à DREUX, dans le caveau de la famille royale d'ORLEANS).

A TOULOUSE, fleurissait la presse contre-révolutionnaire (Elle était probablement lue à BLAGNAC) : "L'Anti-Terroriste" paraissait tous les 3 jours. Il s'attaquait particulièrement aux 5 loges maçonniques, lesquelles s'étaient "jacobinisées", recrutant, pour remplacer nobles et "parlementaires" émigrés, parmi les fonctionnaires et les officiers, et animant le Club des

Jacobins, lequel se tenait dans un café de la rue de la Pomme. Le "Philosophe catholique" paraissait hebdomadairement, sur 20 pages. "L'Ami des campagnes", ouvertement royaliste, s'imprimait à REVEL. Le "Journal du LOT", catholique et anti-républicain, paraissait à MONTAUBAN, où les jacobins et huguenots avaient fini par être submergés par la contre-révolution cléricale.

Toujours à TOULOUSE, centre "culturel", on donnait au "Théâtre de la Liberté", près de la place du même nom (qui était celle "du Capitole"), des pièces anti-jacobines, telles "Le brigand", opéra anti-robesspierriste et les "JACOBINS aux Enfers", dont le titre se passe de commentaires. Dans la "Chaste Suzanne", "La pauvre femme", l'actrice royaliste Melle CRESENT déchaînait les applaudissements musclés des "muscadins" et des "collets verts" du "Café du ci-devant Jardin Royal". A la sortie des spectacles, les muscadins manifestaient, gourdins, cannes ferrées et cannes épées levées, se heurtant aux Jacobins : un véritable combat de rue fit 60 blessés.

Ainsi, la contre-révolution fourbissait ses armes, et ses manifestations se précisaient : en Ariège, à SAVERDUN, les croix de mission remplacent les arbres de la Liberté. A MIREPOIX, les compagnies de Pénitents sont rétablies. A PAMIERS, on enrôle ouvertement pour LOUIS XVIII. Près de TARASCON, l'arbre de la Liberté est scié en plein midi. Même chose à CASTANET, près de TOULOUSE, et des coups de feu sont tirés contre les patriotes qui s'interposent. A ESCALQUENS, les royalistes attaquent les gendarmes. Le Commissaire du DIRECTOIRE en Haute-Garonne dénonce les villes de MURET et SAINT-LYS comme citadelles royalistes : la société philanthropique de TOULOUSE disposerait de 15 000 hommes, formés en compagnie, avec signe de ralliement. Le 26 juin 1799, un patriote est assassiné à CINTEGABELLE. L'heure de déclenchement d'une insurrection, présentée comme "la lutte finale", approche.

L'INSURRECTION ROYALISTE DE L'AN VII

DE PAULO, depuis l'Espagne, désigne comme commandant de l'ARMÉE ROYALE, le général ROUGÉ, dit "l'Américain" pour avoir participé, comme LA FAYETTE et plusieurs gentilshommes français, à la Guerre d'Indépendance, ancien colonel du 7^e bataillon de volontaires de la HAUTE-GARONNE, candidat aux élections de 1799, mais battu par les Jacobins. Suite à la loi des otages, du 12 juillet, il avait "pris le maquis". Fin juillet, ROUGÉ concentre ses troupes, dont le total atteint 10 à 15 mille

hommes (mais seulement le dixième étant armé de fusils, quelques-uns à cheval sur des bêtes données par les paysans), d'une part, à l'est de TOULOUSE (à VIEILLE TOULOUSE et MOURVILLES-BASSES, autour du château du comte de VILLELE), et d'autre part, à l'ouest, à MAUVEZIN. DE LAAGE, autre chef nommé par PAULO (qui sème la pagaille et ne s'entend pas avec ROUGÉ), dispose de 500 hommes au château de NAILLOUX. Il prend CALMON, fusille deux patriotes, et marche sur TOULOUSE. SAVERDUN est pris, les protestants malmenés.

L'objectif est de s'emparer de l'arsenal de TOULOUSE, que l'on pense bien achalandé, avec en particulier l'artillerie qui manque aux insurgés, après quoi l'Armée Royale pourrait voler de victoire en victoire. Les monarchistes à l'intérieur de la ville sont chargés d'ouvrir les portes lors de l'attaque.

L'Etat-major royaliste national, à PARIS, avait fixé celle-ci au 15 août. Mais les insurgés impatients et indisciplinés (une chance pour la République) débute l'opération le 5. Cette précipitation nuira au déclenchement des autres insurrections prévues, car l'entreprise toulousaine aura pratiquement échoué au moment où les mouvements d'accompagnement devaient se produire. Les troupes principales des insurgés arrivent le long du canal, par les routes de CASTRES et de REVEL. A TOULOUSE, les portes demeurent closes : il semble bien que l'abbé de MONTGAILLARD, frère du comte agent de LOUIS XVIII, ait trahi les monarchistes et révélé leur plan en temps opportun. ROUGÉ se retire alors sur PECH DAVID, tandis que les insurgés gersois s'installent à MURET et SAINT-LYS, villes qui, on le sait, leur étaient acquises.

Les habitants de BLAGNAC, qui vont se trouver en première ligne, gardent de ces journées des souvenirs précis : "Dans la nuit du 18 au 19 thermidor an VII (5 et 6 août 1799) les paysans des communes des cantons de LANTA, CARAMAN, MONTGISCARD, AUTERIVE, MURET, SAINT-LYS et CADOURS se soulevèrent au cri de Vive la Religion, vive le Roi ! Ce soulèvement formait, au midi de TOULOUSE, un grand arc de cercle s'étendant de l'est à l'ouest, sur un parcours de plus de cent kilomètres; (...) Le lendemain 20 thermidor, jour de décade, dans la matinée, le président de l'administration municipale du canton de BLAGNAC, RCOLLE Aîné, reçoit une lettre de l'administration centrale de la HAUTE-GARONNE, lui enjoignant de réunir immédiatement la colonne mobile de la garde nationale et de la diriger sans retard sur PLAISANCE, afin qu'elle se joigne aux

autres colonnes chargées de dissiper l'attroupement royaliste concentré à FONSORBES (...) Une petite troupe d'une soixantaine d'hommes, formés de la colonne mobile et de quelques volontaires de BLAGNAC, partit vers les 4 heures de l'après-midi, tant bien que mal armée de vieux fusils de guerre et de chasse. Elle était commandée par BERNARD TRAGNÉ, volontaire de 1792, ancien soldat de l'expédition de Corse et ancien commandant dans l'armée des Pyrénées Orientales..."

On voit que BLAGNAC non seulement ne s'était pas soulevé au nom du roi, mais qu'il s'y trouvait encore des patriotes. La colonne recruta, en passant, quelques hommes à LARDENNE et à TOURNEFEUILLE, de telle sorte qu'elle arriva vers sept heures du soir à PLAISANCE presque doublée. Elle y rencontra, en outre de la garde nationale de cette commune, environ 150 réfugiés de FONSORBES et SAINT-LYS, ainsi que quelques hommes de la SALVETAT, amenés par l'agent municipal BOYER. Les autres gardes nationales du canton devaient se réunir au chef-lieu, LEGUEVIN, et y attendre les ordres..."

On notera, outre la pauvreté des moyens dont dispose une autorité qui a été noyautée par les contre-révolutionnaires de tout poil, qu'on oppose aux paysans révoltés formant l'essentiel des troupes royalistes, les gardes nationales des localités, de recrutement "bourgeois", celles-ci demeurant en définitive les seuls soutiens d'une révolution bien affadie.

Cependant, à TOULOUSE, les 6 et 7 août, l'autorité fait arrêter les suspects, en vertu de la loi des otages, et demande des renforts de troupes, celles dont elle dispose étant ridiculement faibles : les menées royalistes étaient d'une telle constance qu'on s'y était sans doute habitué, et les rapports des commissaires n'avaient vraisemblablement pas été pris au sérieux. Le soir du 7, on peut voir, depuis la tour de la chapelle des Jacobins, le drapeau blanc flotter sur les campagnes. Le 8, les renforts reçus du TARN, du LOT, de CAHORS, de MONTAUBAN et d'ALBI, où se comptent de nombreux huguenots, sont engagés contre les insurgés à PECH DAVID, avec l'aide de quelques canons. Mais ils sont battus, et refluent dans TOULOUSE par la Porte Saint-Michel.

BLAGNAC INVESTI PAR LES INSURGÉS

Revenons à nos Blagnacais, lesquels, comme dans le combat contre les Maures, partis soixante, "par un prompt renfort", se retrouvaient... moins

de mille, trois cents environ, "en arrivant au port"... de PLAISANCE DU TOUCH. Ayant reçu le 8 l'ordre d'attaque, comme à TOULOUSE, ils se dirigent vers FONSORBES où tout paraît calme. Mais une fusillade partie de l'enclos du cimetière couche à terre plusieurs hommes, dont l'adjoint municipal ROUCOLLE, qui, le ventre ouvert par la décharge, tombe en s'écriant : "Pauvre républicain, tu es mort !".

La lutte s'engage, les républicains comptant sur une couleuvrine que les patriotes réfugiés de SAINT-LYS avaient réussi à soustraire aux royalistes. Las ! Les femmes royalistes de PLAISANCE avaient pendant la nuit copieusement uriné dans la "lumière" de l'arme, et celle-ci refusa de faire feu ! (Il est des conférenciers pour traiter du rôle des femmes pendant la période révolutionnaire : nous leur soumettons ce témoignage !). Les fusils étant, quoique non humectés, dans un état aussi piteux, les républicains refluent devant sept à huit cents insurgés, leur abandonnant plusieurs prisonniers, lesquels sont conduits à SAINT-LYS. Retirés dans leur ville, les Blagnacais veillent au grain pendant la nuit du 8 au 9, et au matin tout est calme. Tout BLAGNAC se remettait au travail quand "un long cri, Voici les insurgés, courut de rue en rue, de maison en maison...; ceux (des républicains) qui venaient à descendre la garde coururent à la mairie pour reprendre leurs armes et se rendre à la porte du TOUCH afin d'en défendre l'entrée. Ils y étaient à peine une douzaine lorsqu'une colonne insurgée de sept à huit cents hommes, armés de fusils, de sabres, de fourches et de faux, parut au bout de la rue de la Croix Blanche, aux cris mille fois répétés de : Vive la religion, vive le roi ! (...) Les insurgés étaient commandés par un certain MARTRIN ou DU MARTRIN, ancien émigré. Il marchait à la tête de la colonne, monté sur un cheval gris, ceint de l'écharpe blanche, et suivi d'un nombreux état-major, également à cheval. Un grand nombre de royalistes de BLAGNAC faisaient partie de cette colonne, aux titres divers d'officiers ou de soldats. On y remarquait avec étonnement des hommes ayant rempli des fonctions ou reçu des délégations au commencement de la Révolution..."

Nettement inférieurs en nombre, les républicains lâchent pied, passent la Garonne à la nage, ou se cachent comme ils le peuvent. Les royalistes, guidés par les Blagnacais de leur bord, perquisitionnent dans les maisons qu'ils mettent à sac. Ils s'emparent du drapeau tricolore qui avait mené la colonne blagnacaise. Ils recherchent le juge de paix, TIRUL, s'en prenant à sa femme pour qu'elle dénonce sa cachette, et proclament qu'ils vont le

prendre à l'arbre de la Liberté, sur la place. Ils saccagent la mairie, et font un feu de joie avec les archives municipales, le drapeau tricolore précédemment récupéré, ainsi qu'avec un autre drapeau qui portait encore la devise : "vivre libre ou mourir !" "Les flammes montaient au-dessus des maisons". Puis CORNEBARRIEU subit le même sort. (On notera que le 7 fructidor - 26 août 1800 - deux des insurgés convaincus d'avoir brûlé les archives de BLAGNAC furent condamnés à mort et exécutés). Enfin les pillards se retirent vers COLOMIERS, tandis qu'une voix prophétique, sortant du milieu de leur bande, s'écriait : il fait aujourd'hui une bien belle journée, mais nous l'avons bien salie !".

Ainsi se déroulaient les événements dans le canton de BLAGNAC tandis qu'à TOULOUSE le général AUBUGEOIS prenait le commandement et attaquait POUVOURVILLE, refoulant les insurgés jusque dans la Garonne. Les chiffres donnent deux blessés seulement chez les républicains contre 200 tués pour les insurgés, ce qui n'apparaît pas très fiable ! Informé par les Blagnacais parvenus à TOULOUSE après leur défaite, AUBUGEOIS attaque COLOMIERS le lendemain 10 août, avec 1200 hommes (au nombre desquels les Blagnacais patriotes), dirigeant par CORNEBARRIEU une deuxième colonne de trente chasseurs à cheval, avec comme guide le père de M.B. LAVIGNE (qui devait écrire plus tard l'Histoire de BLAGNAC, à laquelle nous empruntons ce témoignage). AUBUGEOIS, par la route d'AUCH, arrive à COLOMIERS, où il se heurte à une sentinelle à cocarde blanche. "Qui vive ?" lui cria-t'on. Vive la religion, vive le roi ! répondit-il. "Non, mon ami, vive la république !" réplique le général. "Vive la religion, vive le roi !" répéta-t'il. On l'abattit. "Il était près de midi".

AUBUGEOIS fait tirer un coup de canon sur le clocher. Plusieurs insurgés se débandent. Ceux de BLAGNAC courent vers leur village, se heurtant à la deuxième colonne, où était LAVIGNE. Quatre sont sabrés, quatre autres également tués, un autre, sanglant mais encore vivant, est sauvé par l'intervention de LAVIGNE (donne-lui tout de même à boire, dit mon père...).

COLOMIERS est pris, les républicains prisonniers dans l'église, qui étaient menacés de mort, délivrés. Les débris des insurgés se dirigent vers L'ISLE-JOURDAIN où ils s'enferment, avec d'autres Gersois, et les troupes du comte de PAULO. Ce dernier, depuis son château de TERRAQUEUSE, désigné comme "quartier général de l'armée royale", venait d'émettre une proclamation belliqueuse faisant état des premiers succès de l'insurrection. PAMIERS avait été investi.

Le même 10 août et le lendemain, d'autres victoires des colonnes républicaines sur les insurgés sont signalées. Dans le Gers, l'adjutant-général PETIT-TRESSIGNY reprend GIMONT, ouvrant la route AUCH-TOULOUSE que bouche encore cependant le réduit de L'ISLE-JOURDAIN. LOMBEZ demeure aux mains des insurgés. Mais les forces du Tarn ont repris REVEL et SAINT-FELIX-LAURAGAIS.

Le 11, AUBUGEOIS prend L'ISLE-JOURDAIN de vive force, faisant 400 tués et 80 prisonniers (on notera la faible proportion des prisonniers par rapport aux tués...). La ville est mise à sac. Le lendemain, jonction est faite à GIMONT entre les troupes d'AUCH et celles de TOULOUSE.

En Ariège, FOIX et PAMIERS sont dégagées par leurs gardes nationaux, et les villages voisins libérés des insurgés : on y trouve des proclamations signées du général russe SOUVOROV ! C'est dire que l'insurrection n'était pas destinée à rester localisée : la conspiration avait des ramifications et il s'agissait de faire du Sud-Ouest une nouvelle Vendée.

Après leur défaite à L'ISLE-JOURDAIN, les troupes de ROUGÉ soit désertent, soit rejoignent MURET, où le comte d'AGUIN, ancien Seigneur de BEAUZELLE, prend le commandement : De LAAGE a été tué près de PIBRAC. DE PAULO, après COLOMIERS, essaie en vain de dégager d'AGUIN, que les républicains assiègent à MURET, puis se réfugie dans son château de TERRAQUEUSE. Attaqué le 13 par AUBUGEOIS, MURET se rend le 14, laissant les troupes royalistes s'échapper vers CARBONNE, dont elles s'emparent (68 tués, 200 prisonniers chez les défenseurs républicains à l'embuscade de la Terrasse), puis jusqu'à SAINT-GAUDENS qui se déclare ville ouverte, après le combat de St Martory, perdu par les républicains.

Assiégé le 15 août à CINTEGABELLE par l'adjutant-général VICOSE, qui dispose de 3000 hommes et de quelques canons, DE PAULO parvient à échapper, gagne le Val d'Aran et Viella où il espère trouver des renforts. Peine perdue, il gagne MONTREJEAU, où il s'enferme au château de SAUVAGEON, avec les troupes de ROUGÉ arrivé de SAINT-GAUDENS.

Le 18 août, des bandes royalistes assez désorganisées sont battues à BEAUMONT DE LOMAGNE (le Gers sera totalement épuré et soumis le 22).

Cependant, le 20 août, trois colonnes républicaines parties de TOULOUSE se dirigent vers MONTREJEAU par des voies différentes, afin de détruire l'armée royaliste et lui couper le repli vers le Val d'Aran. Elles sont com-

mandées respectivement par COMMES, BARBOT, et CHAUSSEY. MONTRE-JEAU est pris d'assaut, l'artillerie a joué son rôle. L'armée royaliste, qui déplore 1000 à 2000 tués, est pratiquement détruite. Seuls quelques débris, avec ROUGÉ, réussissent à atteindre le Val d'Aran; DE PAULO est pris au combat. Mais voilà qu'il reconnaît BARBOT, qui fut son condisciple à SOREZE. Comme par hasard, il s'évade, et se réfugie au VAL d'ARAN. COMMES demande en vain à l'Espagne de lui livrer les insurgés qu'elle héberge, dont ROUGÉ et DE PAULO.

De même que les autorités avaient feint d'ignorer la menace d'insurrection, de même la répression qu'elles devront diligenter sera faible. Six mille insurgés encombrant les prisons toulousaines. Quatre mille sont rapidement libérés. Il y a onze exécutions (rappelons-nous les 68 tués républicains de CARBONNE !). Le reste des détenus sera libéré après le 18 brumaire.

18 BRUMAIRE : LA CONTRE-REVOLUTION HESITANTE PUIS DECIMEE

La fin du DIRECTOIRE est marquée à BLAGNAC comme ailleurs par une sombre "pagaille". Plus personne n'obéit à personne, vieux jacobins résistants et monarchistes se regardent en chiens de faïence, échangeant quelques horions à l'occasion. La situation est mûre pour le coup d'état militaire.

Le 18 brumaire entraîne les contre-révolutionnaires, très rassurés désormais sur "l'avenir" de la Révolution, dans une attitude d'expectative : BONAPARTE sera-t'il celui qui rétablira la monarchie ? LOUIS XVIII écrit dans ce sens au premier Consul, qui lui répond : "Vous ne devez pas souhaiter votre retour en France, il vous faudrait marcher sur cent mille cadavres. Sacrifiez votre intérêt au repos et au bonheur de la France, l'Histoire vous en tiendra compte". Ainsi, "déjà NAPOLEON perçait sous BONAPARTE". Pour les monarchistes, il devient "Buonaparté", l'"usurpateur".

L'aide extérieure va leur faire défaut. Après les défaites françaises de l'an VII, la victoire en Italie de la contre-révolution, le déclenchement de la Chouannerie, tous événements qui avaient accompagné, et ce n'est pas un hasard, l'insurrection "Toulousaine" de l'an VII, c'est la contre-attaque sur tous les fronts : l'armée française est victorieuse en Italie (Marengo), la

paix de LUNEVILLE est signée avec l'Autriche, la paix d'AMIENS avec l'Angleterre, un concordat lie BONAPARTE et PIE VII, la Chouannerie est vaincue.

Il ne reste aux monarchistes que l'arme des complots et des réseaux de renseignements. Le comte d'ANTRAIGUES est toujours actif dans l'émigration à DRESDE, en liaison avec l'Anglais DRAKE. Il conserve son "réseau" à PARIS, où s'évertue son ancienne maîtresse. Celle-ci est renseignée directement sur le premier Consul par l'intermédiaire des BEAUHARNAIS. Or, quelle surprise, le beau PAULO, de retour en France après brumaire, est justement devenu le soupirant (et sans doute l'amant, lorsqu'on connaît le goût pour les hommes que manifeste déjà l'heureuse élue) d'HORTENSE DE BEAUHARNAIS, fille de JOSEPHINE(*). On parle de mariage. Il est permis de penser que DE PAULO, dont on ne saurait mettre en doute l'engagement monarchien, fut le tout premier informateur de l'amie de d'ANTRAIGUES. Mais la police de FOUCHE était bien faite. "La jactance et les indiscretions du jeune PAULO (écrit l'abbé de MONTGAILLARD, lequel, avec l'accord de BONAPARTE, publia un libelle contre d'ANTRAIGUES) ne convinrent pas au premier Consul, qui l'exila en Languedoc." De fait, on retrouvera DE PAULO à TOULOUSE, puis dans son château de TERRA-QUEUSE qu'il fit reconstruire, et où il devait mourir, la conscience en paix.

BONAPARTE échappa, le 24 décembre 1800, à la machine infernale de la rue SAINT-NICAISE. Attribué d'abord aux Jacobins, ce qui permit une répression, l'attentat était le fait des monarchistes, avec l'inspiration probable du célèbre CADOUDAL. FOUCHÉ enquêta sur le complot. Les anciens généraux républicains, vendus aux monarchistes, PICHEGRU et MOREAU, furent arrêtés, le duc d'ENGHIEN enlevé et fusillé (1804). Plusieurs exécutions suivirent, dont celle de CADOUDAL.

Décidément, BONAPARTE ne faisait pas dans la dentelle. Ce n'était plus le temps béni du DIRECTOIRE : les royalistes, furieux mais épouvantés, se le tinrent pour dit. Dans l'Europe vaincue par NAPOLEON, LOUIS XVIII ne trouvera plus aucun appui.

1814-1815 VICTOIRE DE LA CONTRE-REVOLUTION

Il faut attendre la chute de l'Empire, épuisé par les coalitions extérieures successives, pour que LOUIS XVIII et les monarchistes reviennent au pouvoir, "dans les fourgons de l'étranger".

En avril 1814, lord WELLINGTON assiège TOULOUSE, défendue par le maréchal SOULT. Les monarchistes toulousains n'hésitent pas à prêter main forte au général anglais. A BLAGNAC, "on vit, deux ou trois jours avant la bataille (10 avril), le sieur AMBROISE ROCOLLE, maçon, qui avait déserté les armées françaises en Italie, aller offrir ses services au général anglais, qui les refusa dédaigneusement. Heureusement pour l'honneur du village que, pendant ce même temps, un autre ROCOLLE (François), ancien volontaire de 1792 et pêcheur de poisson, mettait presque chaque nuit son bateau à flot, traversait la Garonne, au risque d'être aperçu, pris et fusillé par les sentinelles anglaises, et allait informer le maréchal SOULT du mouvement de l'armée ennemie sur la rive gauche du fleuve. Puis, il repassait la rivière et coulait son batelet afin qu'il ne fut pas vu dans le jour".

TOULOUSE voit se former, sous les BOURBONS revenus, un bataillon irrégulier, connu sous le nom de "verdets", à cause de leurs habits verts. Le nouveau maire de BLAGNAC forme une compagnie de même genre, "composée des royalistes les plus ardents du village. Cette compagnie offrait cela de particulier qu'elle ne comprenait que trois ou quatre soldats. Tout le reste se composait d'hommes gradés, depuis le colonel jusqu'aux caporaux... Certains, parmi les hauts gradés, avaient été de violents révolutionnaires... Pendant plus de deux mois, les fédérés, tous ceux qui, de près ou de loin, avaient servi la Révolution ou l'Empire, étaient traqués, poursuivis de jour et de nuit, et obligés de coucher hors de chez eux... Le général COMPANS lui-même fut obligé de sortir furtivement de son château la nuit et d'aller se cacher dans une vigne pour échapper au sort du général RAMEL..."

Le brave ROCOLLE dont nous avons cité l'héroïque conduite fut arrêté et conduit à TOULOUSE : "L'escorte qui l'accompagnait faisait halte de temps à autre en route et lui disait : mets-toi à genoux, fais ta prière, nous allons te fusiller. On le couchait en joue, puis relevant le fusil, on reprenait la marche". La maison du père de B. LAVIGNE, dont on a vu le rôle pendant l'insurrection de l'an VII, fut mise à sac : on y découvrit l'écharpe tricolore du grand-père, maire démissionnaire en l'an VIII. Les "verdets" la brûlèrent sur la place publique. "Tous les jours de dimanche et de fêtes, ils plaçaient le buste du roi sur un brancard empanaché, et le promenaient dans les rues du village en chantant : "O blanc panache ! O fleur de lys !" ou la chanson patoise ! : "Aro l'aben attrapat, l'aouzel dé las grossos alos !"

Quiconque ne le saluait pas était insulté, menacé, et il leur arrivait parfois de faire feu, mais à poudre seulement, sur les patriotes qui ne rentraient pas assez vite dans leur domicile ou qui regardaient passer la farandole à travers les vitres de leur croisée fermée..."

B. LAVIGNE, qui a assisté à ces scènes, se refuse à en désigner nommément les acteurs. Et il conclut : "La mission de l'Histoire n'est pas de perpétuer la haine, la division et la discorde. Il lui suffit de rapporter les faits dans toute leur rigoureuse exactitude, afin que les hommes honnêtes et sensés, de toutes opinions, puissent y puiser d'utiles renseignements".

Nous sommes tentés de faire de ces paroles apaisantes notre propre conclusion. Ajoutons cependant que nous avons voulu dans cette étude, synthèse de plusieurs ouvrages, de première ou de seconde main, découvrir au public un aspect encore mal connu de notre grande Révolution et de ses suites immédiates. De fait, tant fut importante et constante l'action contre-révolutionnaire, qu'il semblerait possible de réécrire l'histoire, de la chute de la royauté au retour des BOURBONS, à partir de ce seul point de vue.

Il peut apparaître aussi que cette dialectique de la gauche et de la droite, souvent accusée de "couper la France en deux", toujours permanente dans les jours que nous vivons, nous les héritiers, pas tellement lointains, de cette grande époque, soit née de l'opposition, vers 1789, entre un parti conservateur et un parti du mouvement, au moment où "le bonheur" devenait "une idée neuve en Europe".

Il semble aujourd'hui exclu que l'une des deux parties recherche l'appui de l'étranger, comme ce fut à nouveau le cas il y a une quarantaine d'années, où une droite "vichyste" se situant dans la ligne de la contre-révolution, pour une revanche sur 1789, aussi bien que sur 1936, tira profit, pour revenir au pouvoir, de cette "divine surprise" que fut la défaite des armées de la république. Il revient à la Révolution d'avoir formé dans ses luttes, de 1789 à 1799, contre les "Princes" ligués de la France et de l'Europe, le concept de "Nation Française" qui devait récemment, avec la glorieuse "Résistance" au nazisme, triompher une nouvelle fois.

Henri-Robert Cazalé